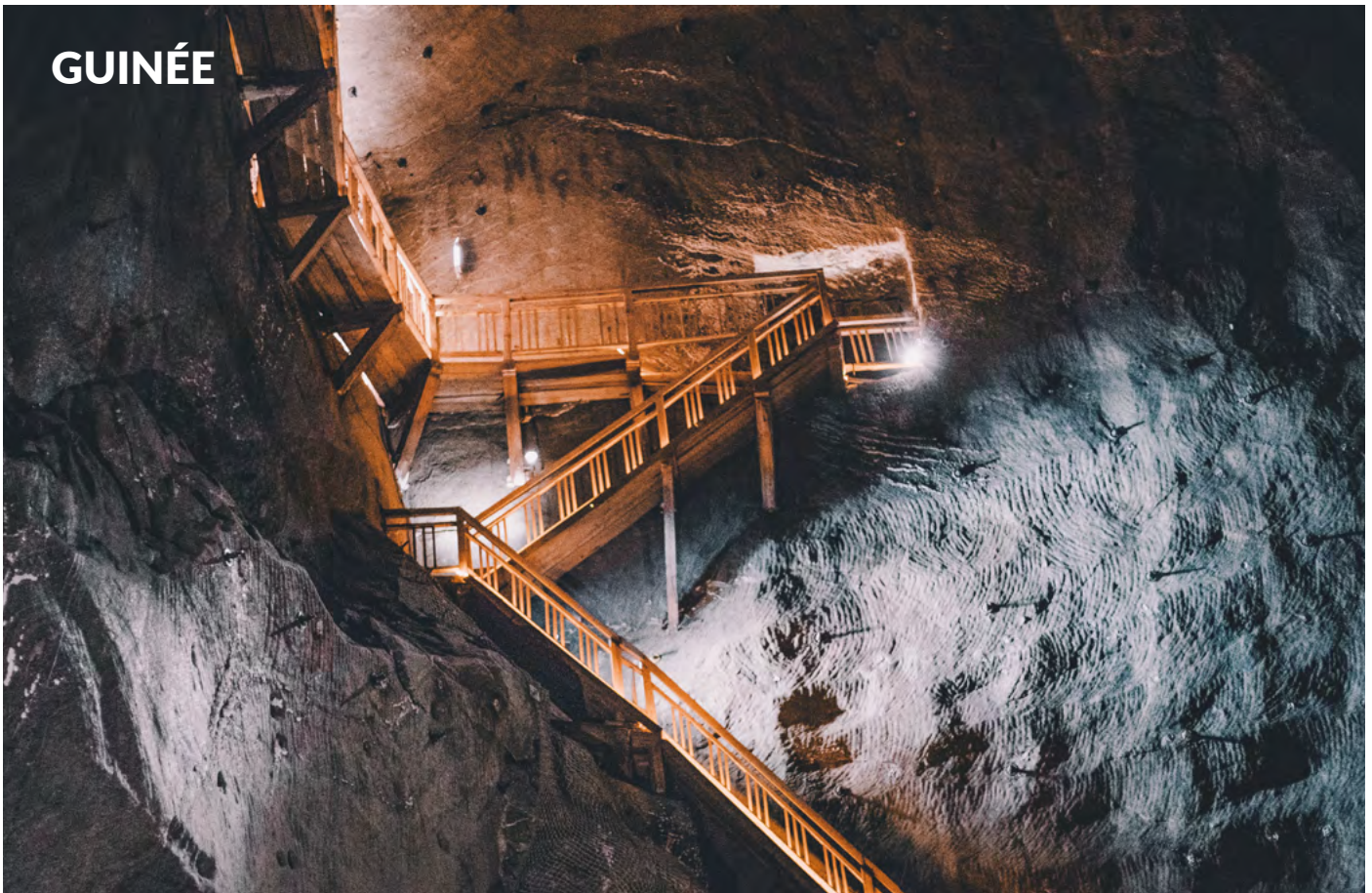


## GUINÉE



### Le consortium SMB - Winning Shipping signe un accord d'investissement de 3 milliards d'US dollars

Un consortium regroupant la société minière de Boké (SMB) et de Singapour, Winning Shipping, a signé un accord avec le gouvernement guinéen pour la construction de la première raffinerie d'alumine du pays, minérale utilisé pour la fabrication de l'aluminium. La raffinerie devrait traiter près d'un million de tonnes par an, et ainsi faire partie d'un projet d'investissement de 3 milliards d'US dollars, destiné à développer l'industrie minière guinéenne de bauxite, la plus importante d'Afrique.

Le projet comprendra également, la construction d'une ligne de chemin de fer de 135 km allant de la région de Boffa à la région de Boké, ainsi que la production et l'exploitation industrielle des ressources en bauxite dans les nouvelles zones minières de Santou II et d'Houda. Le consortium a indiqué qu'il avait signé trois accords avec le gouvernement guinéen pour la construction du projet, qui devrait démarrer en 2019 et s'achever en 2022.

#### A RETENIR

L'alumine est un composé chimique, qui existe à l'état naturel dans la bauxite. La Guinée abrite environ 40% des réserves mondiales de bauxite. La production de minerai d'alumine a plus que doublé l'année dernière pour atteindre environ 50 millions de tonnes. Ce nouveau projet minier fournira au pays les installations nécessaires pour transformer ses réserves en alumine, ce qui pourrait entraîner une hausse des prix sur les marchés mondiaux et ainsi injecter un coup de fouet à la croissance de l'économie locale qui en a bien besoin.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|   |          |  |          |
|---|----------|--|----------|
| <b>AFRIQUE DU SUD</b>   | <b>3</b> | <b>MADAGASCAR</b>  | <b>6</b> |
| L'Afrique du Sud lève son moratoire sur les licences d'exploration de pétrole et de gaz |          | Lancement de permis d'exploration dans le bassin de Morondava                                  |          |
| <b>ALGÉRIE</b>  | <b>3</b> | <b>MAROC</b>   | <b>6</b> |
| L'Algérie promeut le système bancaire et financier islamique dans le secteur commercial |          | Le Maroc inaugure le train le plus rapide d'Afrique  |          |
| <b>CAMEROUN</b>   | <b>4</b> | <b>MAURICE</b>   | <b>7</b> |
| Les travaux du barrage de Nachtigal sont sur le point de commencer                      |          | Maurice: Numéro 1 du classement « Ease of Doing Business 2019 » en Afrique                     |          |
| <b>CÔTE D'IVOIRE</b>  | <b>4</b> | <b>NIGERIA</b>   | <b>7</b> |
| Le commerce équitable comme levier d'optimisation économique de l'agriculture           |          | Le Nigéria rejoint l'agence pour l'assurance du commerce en Afrique                            |          |
| <b>ÉGYPTE</b>   | <b>5</b> | <b>RWANDA</b>  | <b>8</b> |
| Le FMI propose 2 milliards d'US dollars de décaissement                                 |          | Le port terrestre sur le point d'être terminé  |          |
| <b>KENYA</b>  | <b>5</b> | <b>SÉNÉGAL</b>   | <b>8</b> |
| Kenya investit 1,4 milliard d'US dollars dans l'économie bleue                          |          | Les américains effectuent un don de 550 millions d'US dollars en faveur du secteur électrique. |          |

NOVEMBRE 2018

# AFRICA BULLETIN



## AFRIQUE DU SUD

### L'Afrique du Sud lève son moratoire sur les licences d'exploration de pétrole et de gaz

L'Afrique du Sud va modifier son moratoire sur les licences d'exploration pétrolière et gazière, mises en place plutôt dans l'année, afin de permettre l'exploration et la production pour les projets issus de licences déjà présentes dans le système. En juin, le gouvernement a annoncé une restriction de l'octroi de permis de coopération technique, de droits d'exploration et de droits de production, ce qui a entraîné un blocage des investissements dans le secteur. La levée du moratoire intervient au moment où le gouvernement sud-africain devrait présenter de nouvelles lois sur le pétrole et le gaz après les élections de 2019.

#### A RETENIR

La levée du moratoire permettra aux entreprises ayant demandées des droits d'exploration avant le moratoire, de faire une demande de droits d'exploration et de vérifier l'étendue des réserves de pétrole et de gaz récupérables dans les différents bassins étudiés. Shell Dutch Oil a déjà annoncé sa volonté d'investir 200 millions d'US dollars dans une première exploration, sous réserve d'approbation. Selon une étude de la société de recherche Econometrix commandée par Shell, la mise en valeur d'un dixième des réserves de l'Afrique du Sud pourrait créer 700 000 emplois et stimuler l'économie de près de 15 milliards d'US dollars.

## ALGÉRIE

### L'Algérie promeut le système bancaire et financier islamique dans le secteur commercial

Les possibilités de développement du secteur de la finance islamique en Algérie se sont récemment embellies après que le groupe bancaire Al Baraka, basé à Bahreïn, a reçu le prestigieux prix de la «Meilleure institution financière islamique» pour ses activités en Algérie. Dans le passé, la nation nord-africaine était en contradiction avec les services financiers et les banques conformes à la charia en raison de la sensibilité perçue liée à l'islam politique, ce qui a changé à la fin de l'année dernière, lorsqu'elle a commencé à élaborer une feuille de route précise avec les banques fonctionnant selon la charia.

Les banques islamiques sont considérées par le gouvernement comme un moyen de développer l'économie tributaire du pétrole. Ainsi la Banque d'Algérie devrait publier avant la fin de l'année, son cadre réglementaire tant attendu pour les banques islamiques, ce qui dotera le secteur non réglementé d'outils, de règles et de politiques qui lui permettra de se développer dans un environnement plus favorable. Selon ce nouveau cadre, au moins six banques algériennes, appartenant à l'État, obtiendront l'autorisation d'ouvrir des succursales islamiques, une concession qui n'avait été accordée auparavant qu'à deux banques étrangères.

#### A RETENIR

La promotion du système bancaire et financier islamique dans le secteur commercial vise à réorienter les flux monétaires non réglementés qui se déroulent actuellement en dehors du système bancaire officiel par le biais de systèmes monétaires communautaires informels. Selon le Premier ministre Ouyahia, ce « marché monétaire parallèle » représenterait environ 2 milliards d'US dollars, ce qui représente plus de 20% du total des actifs bancaires de l'Algérie. Le nouveau cadre réglementaire régissant la finance islamique devrait également inciter les sociétés privées à émettre des obligations islamiques comme alternative à la collecte de fonds aux banques conventionnelles.

NOVEMBRE 2018

# AFRICA BULLETIN



## CAMEROUN

### Les travaux du barrage de Nachtigal sont sur le point de commencer

Située sur le fleuve de la Sanaga, à 65 km au nord-est de Yaoundé, la construction du barrage de Nachtigal, devrait finalement débiter avant la fin 2018, à l'issue de la clôture du financement, cela a été annoncé conjointement par EDF et IFC, associés avec le gouvernement du Cameroun au sein de la société Nachtigal Hydro Power Company, qui porte le projet.

Ce gigantesque projet, long de 1 455 mètres, pour une hauteur maximale de 14 mètres, disposera d'une retenue d'eau de 27,8 millions de mètres cubes, et s'étendant sur 421 hectares. Dotée de sept turbines d'une puissance de 60 MW chacune, l'installation délivrera une puissance de 420 MW, ce qui couvrira 30% des besoins énergétiques du pays. La signature a été rendue possible par le récent accord entre Eneo, filiale d'Actis, et l'État camerounais, qui s'est engagé à acheter l'intégralité de la future production du barrage. La mise en service, du barrage est estimée pour 2023.

#### A RETENIR

L'énergie devrait être vendue à un prix compétitif, au bénéfice des consommateurs camerounais. L'accord signé entre EDF, IFC et le gouvernement camerounais comprend également la construction d'une ligne de transport d'électricité de 50 km. Le chantier de construction devrait générer jusqu'à 1 500 emplois directs, dont 65% d'emplois locaux recrutés dans un rayon de 65 km autour du site de construction, dans une région qui en a bien besoin.

---

## CÔTE D'IVOIRE

### Le commerce équitable comme levier d'optimisation économique de l'agriculture

En Côte d'Ivoire, le commerce équitable dispose d'un fort potentiel, mais beaucoup reste à faire pour le promouvoir auprès des agriculteurs et des consommateurs. Les ventes de cacao équitable ont ainsi doublé en un an, passant de 80 000 à 150 000 tonnes entre 2016 et 2017, selon le Réseau ivoirien du commerce équitable. Mais cela ne représente encore que 7,5% de la production nationale qui est de 2 millions de tonnes, représentant 40% du marché mondial.

Le pays est partie en retard par rapport à d'autres pays de la région comme le Burkina Faso et le Ghana. Le secteur est actuellement en plein essor au niveau des ventes, mais toujours en retard sur la structuration des filières et la certification des producteurs. Le développement de cette filière, permettra à l'agriculture de répondre aux enjeux globaux, qui sont de produire plus, pour nourrir un nombre croissant de personnes, mais aussi à produire mieux.

#### A RETENIR

Outre l'intérêt commercial et éthique de l'équitable, qui permet de mieux rémunérer les petits producteurs, de faire cesser le travail des enfants et de les scolariser, l'autre enjeu est la préservation de l'environnement. Une question sensible en Côte d'Ivoire, qui a perdu près de 90% de ses forêts en 50 ans, à cause de l'impact combiné de la hausse de la population, de 3 à 25 millions de personnes, et du développement de l'agriculture.

NOVEMBRE 2018

# AFRICA BULLETIN



## ÉGYPTE

### Le FMI propose 2 milliards d'US dollars de décaissement

L'Égypte pourrait bientôt bénéficier d'un nouveau décaissement d'un montant de 2 milliards d'US dollars de la part du Fonds monétaire international (FMI). En effet, une mission d'experts de l'institution financière en a fait la proposition après s'être félicitée des progrès économiques réalisés, tels que l'accélération de la croissance qui a atteint 5,3%, la baisse du chômage en-dessous des 10% et le recul du déficit des comptes courants.

Le FMI vient donc de proposer d'effectuer un nouveau décaissement de 2 milliards d'US dollars à l'Etat égyptien. La nouvelle opération qui doit encore être approuvée par le Conseil d'administration de l'Institution de Bretton Wood s'inscrit dans le cadre du programme d'aide de 12 milliards d'US dollars du FMI conclu en novembre 2016 avec l'Égypte. Une fois approuvée, cette nouvelle enveloppe portera à 10 milliards d'US dollars, le montant total décaissé par le FMI dans le cadre de ce programme d'aide apporté à l'Égypte.

#### A RETENIR

Si les indicateurs économiques du pays sont globalement au vert, ces bonnes performances sont également dues aux envois de fonds des égyptiens de l'étranger et à une reprise des activités du secteur du tourisme, qui avait énormément souffert de l'instabilité et de l'insécurité qui régnait dans le pays, même s'il reste toujours des progrès à faire dans ce domaine.

---

## KENYA

### Kenya investit 1,4 milliard d'US dollars dans l'économie bleue

Le Kenya cherche à investir dans des projets dans les secteurs de l'économie bleue pour un montant total de 1,4 milliard d'US dollars. S'exprimant lors de la conférence sur l'économie bleue et durable qui s'est achevée récemment à Nairobi, le Président Uhuru Kenyatta a invité plus de 100 pays à s'engager à promouvoir une économie fondée sur les ressources en eau, où il a exhorté le secteur privé et les partenaires de développement à tirer parti des enjeux et à investir.

De nouvelles mesures sont prises pour relancer le transport maritime au Kenya en construisant et en agrandissant ses ports et ses installations maritimes, en s'associant avec des entreprises de transport maritimes internationales, afin d'étendre sa portée maritime et renforcer la sécurité après le lancement récent du Service des garde-côtes du Kenya.

#### A RETENIR

Les sources de revenus du Kenya proviennent en grande partie de la terre, des industries de transformation, de l'agriculture et du secteur immobilier. L'économie maritime du Kenya a le potentiel de développer des industries dans les secteurs de la pêche, du tourisme, du transport maritime et de l'exploitation minière en haute mer. Si elles sont effectivement explorées et exploitées, elles peuvent contribuer entre 3 et 6% du PIB du pays. Les experts estiment en outre que l'économie bleue peut apporter une contribution annuelle à l'économie de près de 4 milliards d'US dollars par rapport à la moyenne annuelle actuelle de 1,8 milliard d'US dollars si des investissements diversifiés sont réalisés dans le secteur maritime.



NOVEMBRE 2018

# AFRICA BULLETIN



## MADAGASCAR

### Lancement de permis d'exploration dans le bassin de Morondava

Madagascar a mis en place l'attribution de licences pétrolières sur 44 blocs offshore dans le bassin de Morondava. Chaque bloc couvre environ 1 940 km<sup>2</sup>, avec une superficie totale offerte de 63 296 km<sup>2</sup>. Le cycle de licences, qui a été lancé au début du mois, au cours de l'« Africa Oil Week », resteront ouvertes jusqu'au 30 mai 2019, après quoi les attributions seront annoncées dans un délai de trois mois.

Voahangy Nirina Radarson, le directeur général de l'Office des mines nationales et des industries stratégiques, a annoncé que le cycle de licences avait également pour objectif d'améliorer l'attractivité du potentiel d'exploration au large de Madagascar. Suite aux améliorations apportées aux infrastructures et aux technologies d'extraction du pétrole, le pays redevient une perspective intéressante pour les sociétés pétrolières.

#### A RETENIR

L'exploration du pétrole à Madagascar devrait créer un grand nombre d'emplois. En outre, le pays devrait bénéficier d'une amélioration de ses infrastructures, tels que la construction de pipelines et de routes. À long terme, l'exportation de pétrole contribuera à la croissance de l'économie malgache et permettra de faire baisser les prix des carburants dans le pays. A ce jour, seulement 24 licences d'exploration ont été attribuées sur 249 blocs pétroliers, qui composent la réserve potentielle du pays.

---

## MAROC

### Le Maroc inaugure le train le plus rapide d'Afrique

Le Maroc a inauguré le train le plus rapide d'Afrique, qui divisera par 2 le temps de trajet entre les centres commerciaux et industriels de Casablanca et de Tanger. Avec une vitesse maximale de 320 km/h et une capacité maximale de 533 passagers, ce nouveau train réduira le temps de trajet entre les deux centres économiques à seulement deux heures l'un de l'autre pour un trajet qui en mettait jusqu'à six précédemment.

La ligne à grande vitesse, inaugurée par le roi Mohammed VI et le président Emmanuel Macron, était en construction depuis huit ans et a coûté près de 2,4 milliards d'US dollars. Ce projet était à moitié financé par la France et le reste par le gouvernement marocain, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis. Pour lancer ce service, l'Office national des chemins de fer marocain, l'opérateur ferroviaire national marocain, a acheté 12 trains à grande vitesse au constructeur français, Alstom.

#### A RETENIR

La ligne à grande vitesse marocaine a été présentée comme une étape clé dans la modernisation du pays, surmontant le mécontentement suscité par la médiocrité de ses services publics. Six millions de passagers l'auront utilisé d'ici trois ans, ce qui allégera la charge sur les trains classiques, souvent en panne. Ce projet phare apportera une énorme valeur ajoutée à l'économie marocaine, dans la mesure où il stimulera les échanges commerciaux, attirera les investissements et créera des emplois dans les pôles industriels et commerciaux de Casablanca, Tanger, Rabat et Kénitra, ainsi que dans le nord du Maroc, où se trouvent la plupart des ports.

NOVEMBRE 2018

# AFRICA BULLETIN



## MAURICE

### Maurice: Numéro 1 du classement « Ease of Doing Business 2019 » en Afrique

Le Groupe Banque Mondiale a récemment publié son dernier classement « Ease of Doing Business 2019 », ou Maurice conserve ainsi son avance en tête du classement africain. La nation insulaire a progressé de cinq positions dans le classement mondial, pour occuper la 20ème position sur 190 pays.

Le rapport Doing Business fournit des mesures objectives des réglementations commerciales et de ses applications, ainsi que divers paramètres, tels que l'enregistrement des biens, les taxes, les contrats, la création d'une entreprise, la formation, la diffusion, l'obtention de crédits et le commerce transfrontalier.

#### A RETENIR

Ce classement témoigne des efforts déployés par le pays pour mettre en œuvre, au fil des années, des réformes du secteur privé visant à créer un environnement commercial propice au développement des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises. Maurice bénéficie d'un positionnement favorable, aux côtés des économies d'Amérique du Nord, d'Asie de l'Est et du Pacifique, d'Europe et du Moyen-Orient; une diversité dont se vante le Groupe Banque Mondiale. Le score de Maurice est la preuve que tout pays peut enregistrer des réformes qui facilitent les affaires "tant qu'il n'a que peu d'obstacles bureaucratiques, de lois et de réglementations strictes" selon le Groupe Banque Mondiale.

---

## NIGERIA

### Le Nigéria rejoint l'agence pour l'assurance du commerce en Afrique

Le Nigéria va achever la phase de révision documentaire et signer le « Memorandum of Understanding » concernant l'accord avec l'agence pour l'assurance du commerce en Afrique (African Trade Insurance Agency, ATI), ce qui permettra au pays de faire partie de l'accord continental de protection des investissements. L'ATI s'attend ainsi à ce que son portefeuille annuel de couverture de crédit-commerciaux et d'investissements assurés, double et atteigne les 7 milliards d'US dollars d'ici 2023.

L'ATI est jusqu'à présent le seul assureur multilatéral de crédits et d'investissements en Afrique, semblable à la MIGA du Groupe Banque Mondiale, mais axé uniquement sur le continent africain.

#### A RETENIR

La présence d'ATI contribuera à rassurer les investisseurs en leur proposant des assurances contre les risques politiques et les investissements afin de protéger leurs investissements contre toute action unilatérale du gouvernement (y compris le risque de non-paiement) pouvant avoir un impact négatif sur leurs investissements ou leurs projets. Les banques locales se concentrent maintenant sur la réduction de leurs taux de prêt non productifs. C'est pourquoi certaines banques hésitent à prêter aux secteurs manufacturier et agricole, où le développement des deux est un objectif majeur du gouvernement qui sont, d'un point de vue bancaire, des secteurs présentant un risque de crédit élevé.

NOVEMBRE 2018

# AFRICA BULLETIN



## RWANDA

### Le port terrestre sur le point d'être terminé

La construction de la plus grande installation de manutention de fret au Rwanda est en voie d'achèvement et devrait commencer ses activités en janvier 2019. L'installation de 60 hectares, basée à Masaka, devait initialement être achevée en juillet de cette année. Cependant, l'acquisition de permis opérationnels ayant pris plus de temps que prévue, le lancement est planifié pour début 2019.

Le groupe, Dubai Ports World (DPW) a signé un accord de concession de 25 ans avec le gouvernement rwandais en 2016 pour la construction et la gestion de l'installation baptisée «Kigali Logistics Platform» (KLP).

### A RETENIR

Une fois terminée, l'installation de stockage de fret devrait améliorer l'efficacité et réduire les coûts logistiques, grâce à l'utilisation d'équipements et de machines modernes. La nouvelle installation réduira également le temps d'attente pour les camions, car elle dispose d'un espace suffisant pour le déchargement de la cargaison, ce qui devrait également éliminer les coûts d'attente, qui coûtaient auparavant jusqu'à 200 US dollars par jour et par conteneur.

---

## SÉNÉGAL

### Les américains effectuent un don de 550 millions d'US dollars en faveur du secteur électrique.

Le Sénégal va bénéficier d'un programme de subventions approuvé par le conseil d'administration de l'agence de développement américaine, Millenium Challenge Corporation. Ce programme, à hauteur de 550 millions d'US dollars, portera sur une période de cinq ans, et permettra de renforcer le secteur électrique du pays, dans un contexte où l'accès à l'électricité constitue un goulot d'étranglement pour l'activité économique.

Cet accord, conclu avec le gouvernement sénégalais, soutiendra trois projets qui auront pour objectifs d'améliorer le réseau de transport d'électricité de Dakar et ses environs, accroître l'accès à l'électricité dans les zones agricoles des régions du sud et du centre, améliorer la gouvernance globale du secteur, et renforcer la participation du secteur privé dans la production et la distribution électrique, le tout, en faisant en sorte que le pays tire le meilleur parti possible des investissements actuels et à venir.

### A RETENIR

Si l'économie sénégalaise a connu une croissance de 7,2% en 2017, l'accès à l'électricité constitue un important goulot d'étranglement pour le développement de l'activité économique du pays de la Teranga. Un rapport de la Banque Africaine de Développement a d'ailleurs estimé qu'à court terme, une hausse de 1% de l'accès à l'électricité augmenterait la productivité totale des facteurs de 12%. En 2016, seulement 64,5% de la population disposait d'une connexion au réseau électrique.



NOVEMBRE 2018

# AFRICA BULLETIN



## SOURCES

<https://www.znbc.co.zm>

<https://www.nation.co.ke>

<http://tradedarabia.com>

<http://www.ati-aca.org>

<http://www.kbc.co.ke>

<https://africafeeds.com>

<https://allafrica.com>

<https://ktpress.rw>

<https://thearabweekly.com>

<https://wbnpf.procurementinet.org>

<https://www.bloomberg.com>

<https://www.businessdailyafrica.com>

<https://www.businessdayonline.com>

<https://www.gulf-times.com>

<https://www.journalducameroun.com>

<https://www.railway-technology.com>

<https://www.reuters.com>

<https://www.spectrumgeo.com>

<https://www.standardmedia.co.ke>

<https://www.theafricalogistics.com>

<http://www.thesouthafrican.com>

<http://www.theeastafrican.co.ke>

<http://www.afpforum.com>

<https://www.jeuneafrique.com/>

<https://www.lemonde.fr/afrique>

<https://www.afrique.latribune.fr/>

<https://www.africaintelligence.com/>

<http://www.theafricareport.com>

<http://www.leseco.ma/>

<https://www.guineenews.org/>

<http://www.rfi.fr/afrique>

<https://www.reuters.com>

BRÈVES - Afrique de l'Est et Océan Indien du service économique de l'Ambassade de France